

Ecrit par le 21 juin 2026

# Le Tribunal de Commerce d'Avignon change de président et devient « TAE » Tribunal d'Activités Economiques



**Avec émotion, après 8 ans de présidence, Gérard Arnault a passé la main. Dans son discours, il a remercié « Les 42 juges et 3 greffiers qui composent le tribunal. Eux dont la rigueur professionnelle a toujours permis de rendre des décisions équilibrées et éclairées et de faire de cette juridiction un pilier, un lieu de solutions pour les entreprises en difficulté ». Il a rappelé « Le rôle vital de la justice commerciale qui a su s'adapter à la numérisation croissante des affaires. L'équité, la transparence et l'indépendance ont toujours guidé mon travail. » Et il a cité quelques chiffres : +40% de procédures collectives par rapport à 2019, + 28% d'injonctions à payer, +250% d'entretiens de prévention.**

« Quel président, Gérard Arnault! Au-delà de ses qualités techniques indéniables, sa plus-value réside avant tout dans ses qualités humaines, son écoute, son sens du dialogue, son esprit de concertation, son investissement sans faille, son amour de la justice, sa disponibilité, sa sagacité. Son amour de la justice, son implication auront été de puissants moteurs pour notre juridiction ». Ainsi s'est exprimé son

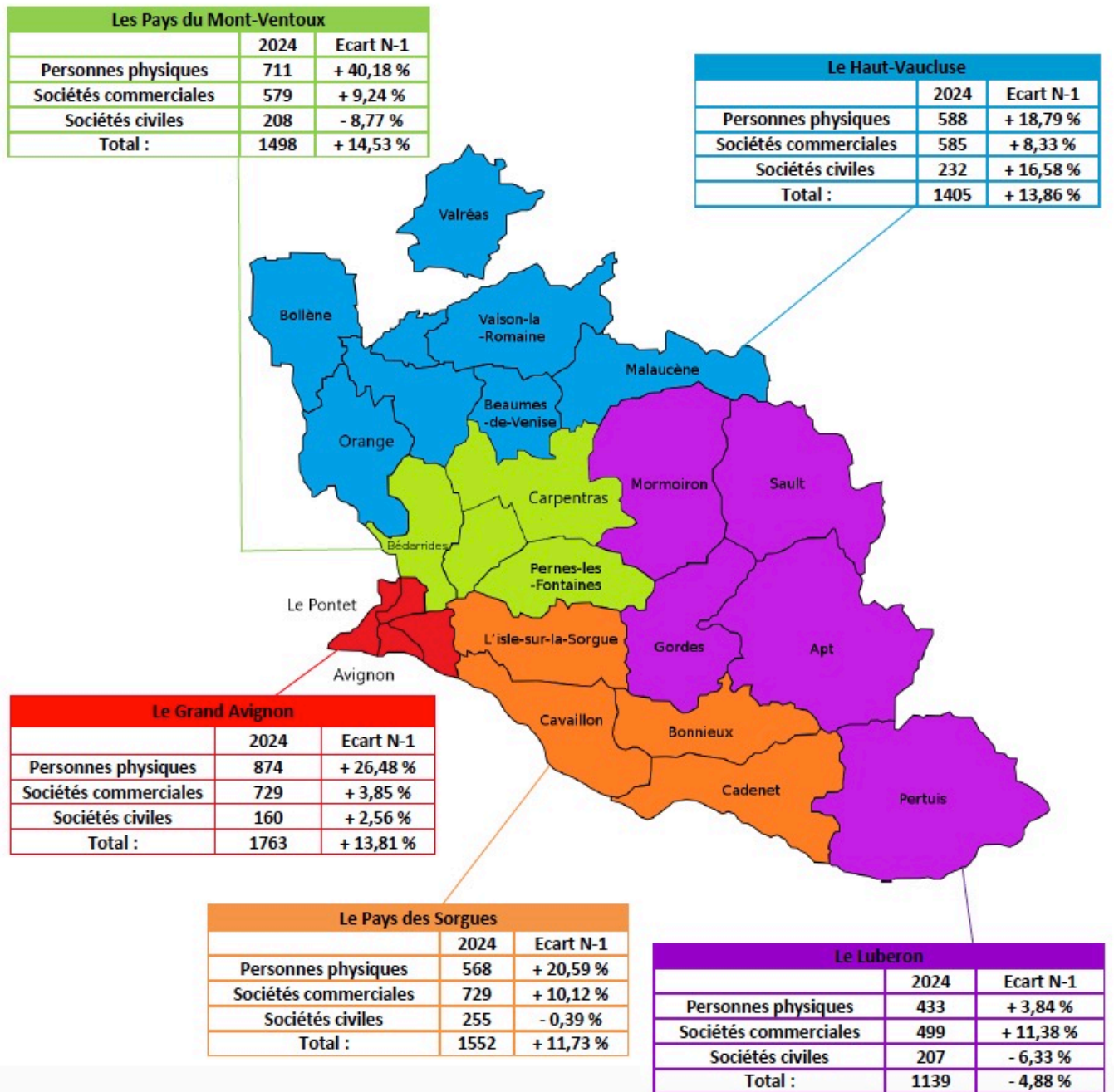
Écrit par le 21 juin 2026

successeur, Jean-Michel Calleja qui lui a succédé à la tribune.

Comme son homologue de Marseille, il qualifie 2024 d'année « horribilis » : « +31% de radiations, + 86% d'injonctions de payer, +89% de liquidations judiciaires depuis 3 ans. Enfin les sanctions ont grimpé de + 225% sur un an, notamment pour interdiction de gérer... Ce qui est un très bon indicateur pour assainir le tissu économique » et repérer les brebis galeuses qui construisent des sociétés de paille pour blanchir leur argent.

Ecrit par le 21 juin 2026

### Répartition par intercommunalités des créations d'entreprises en 2024 :



Jean-Michel Calleja a évoqué l'IA (intelligence artificielle). « Elle permet de traiter des procédures standardisées et répétitives grâce à une assistance rédactionnelle ou de préparer des rapports résumant des faits pertinents. Le débat n'est pas de refuser l'IA mais de savoir comment l'utiliser avec toutes les

Ecrit par le 21 juin 2026

garanties d'impartialité et d'indépendance. L'humain doit rester décisionnaire dans l'acte de juger, ce qui implique que l'intelligence humaine ne s'efface pas devant l'IA par facilité ou par paresse ».

### [Avignon le 1er janvier 2025, le tribunal de commerce devient 'le tribunal des activités économiques'](#)

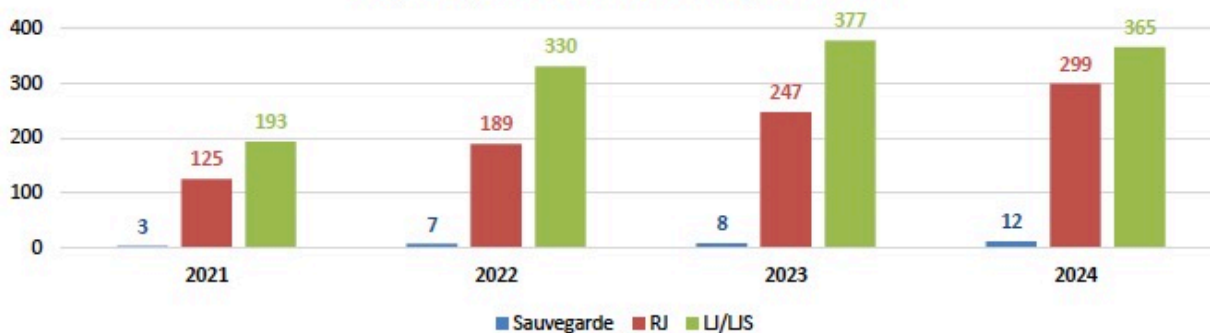
Il parle ensuite du [Tribunal des Activités Economiques](#) qui va être expérimenté à Avignon et sur lequel reviendra la Procureure de la République. Enfin il ironise sur le fameux « Infogreffe » qu'avait voulu imposer un ancien Ministre de la Justice. « Un échec retentissant pour cette réforme insuffisamment préparée pour le traitement des formalités au registre du commerce et des sociétés. » Un guichet unique qui a débouché sur la thrombose totale du système. Le nouveau Président Calleja a conclu : « Il est navrant de constater que des postures dogmatiques ont pu conduire à une telle désorganisation et à une paralysie réelle de l'économie ».

Écrit par le 21 juin 2026

### Les ouvertures des procédures collectives :

|  | 2021       | 2022       | 2023       | 2024       | Écart<br>2023/2024 |
|--|------------|------------|------------|------------|--------------------|
| <i>Sauvegarde</i>                        | 3          | 7          | 8          | 12         | + 50 %             |
| <i>Redressement judiciaire</i>           | 125        | 189        | 247        | 299        | + 21,05 %          |
| <i>Liquidation judiciaire</i>            | 32         | 70         | 65         | 51         | - 21,54 %          |
| <i>Liquidation judiciaire simplifiée</i> | 161        | 260        | 312        | 314        | + 0,64 %           |
| <i>Rétablissement professionnel</i>      | 0          | 3          | 3          | 0          | /                  |
| <i>Résolution de plan</i>                | 27         | 26         | 29         | 36         | + 24,14 %          |
| <b>Total</b>                             | <b>348</b> | <b>555</b> | <b>664</b> | <b>712</b> | <b>+ 7,23 %</b>    |

### Les principales ouvertures de procédures



|                                      | 2021            | 2022             | 2023             | 2024          | Écart<br>2023/2024 |
|--------------------------------------|-----------------|------------------|------------------|---------------|--------------------|
| <i>Nombre de procédures ouvertes</i> | 348             | 555              | 664              | 712           | + 7,23 %           |
| <i>Nombre de salariés concernés</i>  | 531             | 1067             | 1267             | 1205          | - 4,89 %           |
| <i>Chiffre d'affaires global</i>     | 46 826 438,00 € | 200 853 076,00 € | 184 707 005,00 € | 210 708 400 € | + 14,08 %          |

### Évolution sur 15 ans des ouvertures de procédures collectives



2024 : année historique du nombre d'ouvertures de procédures collectives sur les 15 dernières années

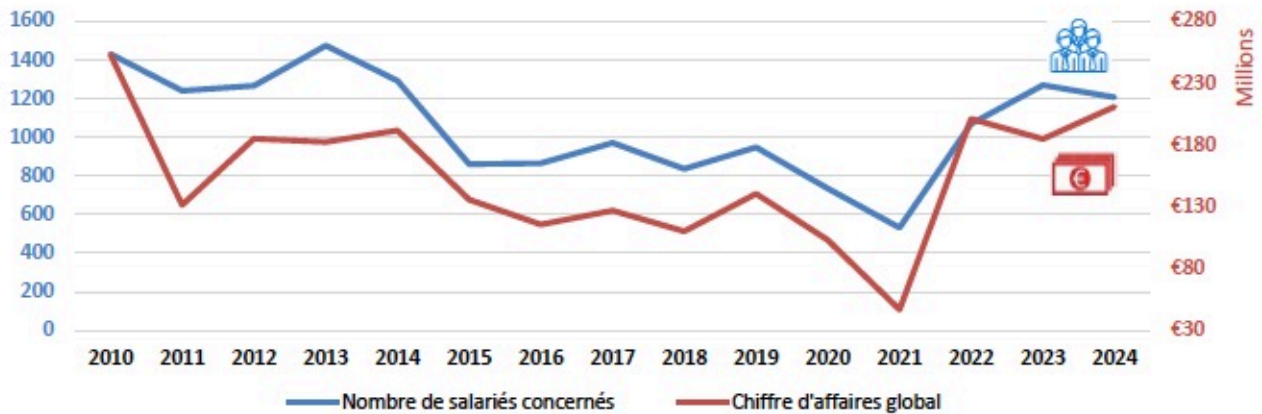
Écrit par le 21 juin 2026

Florence Galtier, la Procureure de la République a procédé à l'installation de 9 nouveaux juges consulaires (dont une chevrière et un maraîcher) et de 4 assesseurs. Elle a remercié le président sortant, Gérard Arnault : « Vous avez su gérer admirablement et juguler l'explosion annoncée des entreprises en plein vol et la déferlante des procédures collectives n'a pas eu lieu. Pour autant les signaux d'inquiétude sont bien là, avec un bond de + 12,42% d'immatriculations et il ne faut pas oublier que toutes les sociétés ne sont pas pérennes. N'est pas entrepreneur qui veut. Nombreuses sont les sociétés qui ont vécu sous la perfusion des aides publiques, persuadées de l'arrivée de jours meilleurs qui ne sont jamais venus. C'est ainsi que les liquidations ont grimpé en flèche de + 40,45%. » Florence Galtier poursuit « L'échec d'une entreprise n'est pas toujours le fait de son dirigeant, mais sa négligence à déclarer la cessation de paiement, à produire les documents comptables et à communiquer la liste des créanciers. Aux fins de sanction commerciale, avec la pratique de la saisine que j'ai demandée, en 2024 le taux d'interdiction des interdictions de gérer ont été multipliées par 5 ».

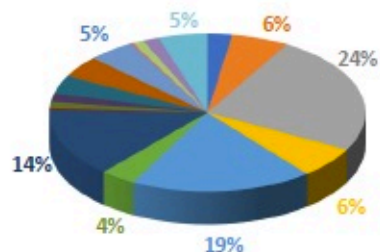
Elle a martelé les valeurs cardinales de cette juridiction : « Nous partageons les mêmes objectifs sous-tendus par des valeurs communes : une justice impartiale, rigoureuse, accessible et comprises par toutes les parties ».

Écrit par le 21 juin 2026

## Évolution sur 15 ans des indicateurs des procédures collectives



## Les ouvertures de procédures collectives par type d'activités



- AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE
- INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
- CONSTRUCTION
- COMMERCE ET REPARATIONS D'AUTOMOBILES
- COMMERCE
- TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE
- HÉBERGEMENT ET RESTAURATION
- ÉDITION, DIFFUSION ET ACTIVITÉS DE PRODUCTION
- TÉLÉCOMMUNICATIONS, PROGRAMMATION INFORMATIQUE
- ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE
- ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES
- ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
- ACTIVITÉS DE SERVICE ADMINISTRATIF ET DE SOUTIEN
- ENSEIGNEMENT
- SANTÉ HUMAINE ET ACTIVITÉS D'ACTION SOCIALE
- ARTS, SPORTS ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES
- AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES

## Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures collectives :

La Procureure de la République d'Avignon a enfin insisté sur l'expérimentation du « Tribunal d'Activités Economiques » (TAE) qui remplace le Tribunal de Commerce depuis le 1er janvier. « Une nouvelle structure parmi seulement 12 juridictions sur le territoire national ». Elle est désormais compétente en lieu et place des tribunaux judiciaires d'Avignon et de Carpentras pour le traitement de toutes les procédures amiables et collectives, quel que soit le type d'activité ».

Ecrit par le 21 juin 2026



Les nouveaux juges consulaires 2025 : Olivier Auch-Roy, Eric Dupressoire, Thierry Lamour, Raphaël Le Bruchec, Didier Merland, Jérôme Micheletti et Agnès Youenou Muteau (Absente). Les assesseurs 'agricoles' nommés par la Chancellerie : Gabrielle Durain, Didier Brun, Stéphane Gabinel. Crédit : DR

Quant au Rapport d'activités 2024, en 17 pages, il radiscopie le Vaucluse économique avec nombre de graphiques, camemberts et infographies. Pêle-mêle : +7,38% de radiations et + 12,42% d'immatriculations au registre du commerce. Pour la répartition des créations par intercommunalités, Les Pays du Mont-Ventoux arrivent en tête (+14,53%), suivis du Haut-Vaucluse (+13,86%), du Grand Avignon (+13,81%), et enfin le Pays des Sorgues (+ 11,73%). Seul le Luberon recule de -4,88%.

Ecrit par le 21 juin 2026

### Les 10 communes les plus dynamiques économiquement en stock d'immatriculations :

| Rang | N-1 | VILLE                | Total | Ratio 84 |
|------|-----|----------------------|-------|----------|
| 1    | =   | AVIGNON              | 1433  | 19,48%   |
| 2    | =   | CARPENTRAS           | 424   | 5,76%    |
| 3    | =   | CAVAILLON            | 382   | 5,19%    |
| 4    | =   | ORANGE               | 378   | 5,14%    |
| 5    | +1  | ISLE SUR LA SORGUE   | 328   | 4,46%    |
| 6    | -1  | PERTUIS              | 316   | 4,29%    |
| 7    | =   | SORGUES              | 241   | 3,28%    |
| 8    | =   | LE PONTET            | 230   | 3,13%    |
| 9    | +1  | PERNES LES FONTAINES | 226   | 3,07%    |
| 10   | -1  | APT                  | 182   | 2,47%    |

Les 10 communes les plus dynamiques en stocks d'immatriculations sont dans l'ordre : Avignon (19,48%), Carpentras (5,76%), Cavaillon (5,19%), Orange (5,14%), Isle-sur-La Sorgue (4,46%), Pertuis (4,29%), Sorgues 3,28%), Le Pontet (3,13%), Pernes (3,07%) et Apt (2,47%).

Enfin, comme on ne compte plus les burn-out et dépressions nerveuses qui frappent les patrons dans la situation économique et politique instable que nous traversons depuis des mois, le dispositif APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aigüe) a - hélas - de beaux jours devant lui... Le nombre d'alertes a flambé en 2024 : +57,14%.

Ecrit par le 21 juin 2026

**Tribunal de commerce d'Avignon**  
**42 juges**

**Année judiciaire 2025**

Greffiers associés :  
Guillaume JOUVENCEAU  
Aurélie MARTINELLI

Président : Jean-Michel CALLEJA  
Vice-président : Philippe BARDIN  
Greffier salariée : Manon CHARNAY

| <b>CONTENTIEUX GÉNÉRAL</b>   |                              |  |                     |                        |                |
|--|------------------------------|--|---------------------|------------------------|----------------|
| <i>Affaires nouvelles et audiences de mise en état (JCIA) - lundi après-midi</i> |                              |  |                     |                        |                |
| 1 <sup>ère</sup><br>Chambre  | Section 1.1<br>ME1.1 & ME1.2 | Florence DUPRAT ou<br>Sébastien LEGRAND ou<br>Thierry PICHON | Michel MARIDET      | Michel BLANC           |                |
|  |                              |  | Thierry LAMOUR      | Raphaël LE BRUCHEC     |                |
|  | Section 1.2<br>ME2.1 & ME2.2 |  | Olivier AUCH ROY    | Jérôme MICHELETTI      |                |
|  |                              |  | Maria CHALLIGUI     | Eric DUPRESSOIRE       |                |
| <i>Audiences de plaidoiries - vendredi matin</i>                                 |                              |  |                     |                        |                |
| 2 <sup>ème</sup><br>Chambre  | Section 2.1                  | Philippe BARDIN  | Olivier SORIN       | Jacqueline MARINETTI   |                |
|  | Section 2.2                  | Thierry PICHON   | Céline GUICHARD     | Bernard TEYSSONNIERES  |                |
| 3 <sup>ème</sup><br>Chambre  | Section 3.1                  | Jean-Michel CALLEJA  | Antoine VALAT       | Corinne PAIOCCHI       |                |
|  | Section 3.2                  | Antoine VALAT  | Frédéric BILLON     | Didier MERLAND         |                |
| <b>RÉFÉRÉS et JUGES PLACÉS</b>   |                              |  |                     |                        |                |
| Référés  | Philippe BARDIN              | Jean-Michel CALLEJA  | Thierry PICHON      |                        |                |
|  | Sébastien LEGRAND            | Thierry PICHON   | Gérard ARNAULT      |                        |                |
| Juges placés   | Caroline DAUBA               |  | Philippe VIGNE      |                        |                |
| <b>PROCÉDURES COLLECTIVES</b>  |                              |  |                     |                        |                |
| <i>Audiences en chambre du conseil - mercredi matin</i>                          |                              |  |                     |                        |                |
| 4 <sup>ème</sup><br>Chambre  | Section 4.1                  | Daniel HATTON  | Vincent ESTIENNE    | Radouane AMERZAG       |                |
|  | Section 4.2                  | Philippe LESAFFRE  | Simon REBOULET      | Sylvain DEKONINK       |                |
| 5 <sup>ème</sup><br>Chambre  | Section 5.1                  | Denis BOREL  | Nadia MOSSE         | Bernard TEYSSONNIERES  |                |
|  | Section 5.2                  | Mireille DAUDIER   | Jean-Michel CALLEJA | Sophie MINAULT         |                |
| 6 <sup>ème</sup><br>Chambre<br>agriculteurs                                      | Chambre<br>agriculteurs      | Gérard ARNAULT   | Gabrielle DURIN     | Michel FILLIOL         |                |
|  |                              | Gérard ARNAULT   | Stephane GABINEL    | Didier BRUN            |                |
| <i>Audiences de clôtures et sanctions – lundi et mercredi après-midi</i>         |                              |  |                     |                        |                |
| 7 <sup>ème</sup><br>Chambre  | Clôtures                     | Jean-Pierre MARCHENAY  | Michel BLANC        | Jean-Philippe ALTAYRAC |                |
|  | Sanctions                    | Jean-Pierre MARCHENAY  | Didier MERLAND      | Agnès YOUENOU MUTEAU   |                |
| <b>PRÉVENTION</b>  |                              |  |                     |                        |                |
| Difficultés des entreprises  |                              |  | Gérard ARNAULT      | Daniel GUYON           | Michel MARIDET |
| MARD   |                              |  | Thierry PICHON      |                        |                |
| Pôle de veille judiciaire  |                              |  | Gérard ARNAULT      |                        |                |